



**KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration**

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27

Télécopie : + 221 33 822 17 02

NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2013**

**GROUPE III
CAISSE DE DEPOTS ET DES
CONSIGNATIONS**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal

Ce document contient 25 pages (incluant celle-ci)

Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/579



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	17

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	17
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	18
3.2.8	<i>Avenants</i>	18
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	18
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	18
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	19
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	21
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	22
7.	<i>ANNEXE</i>	23
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	23
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CDC	Caisse de Dépôt et de Consignation
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.











1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend les **objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
-  examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
-  examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
-  examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères, sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

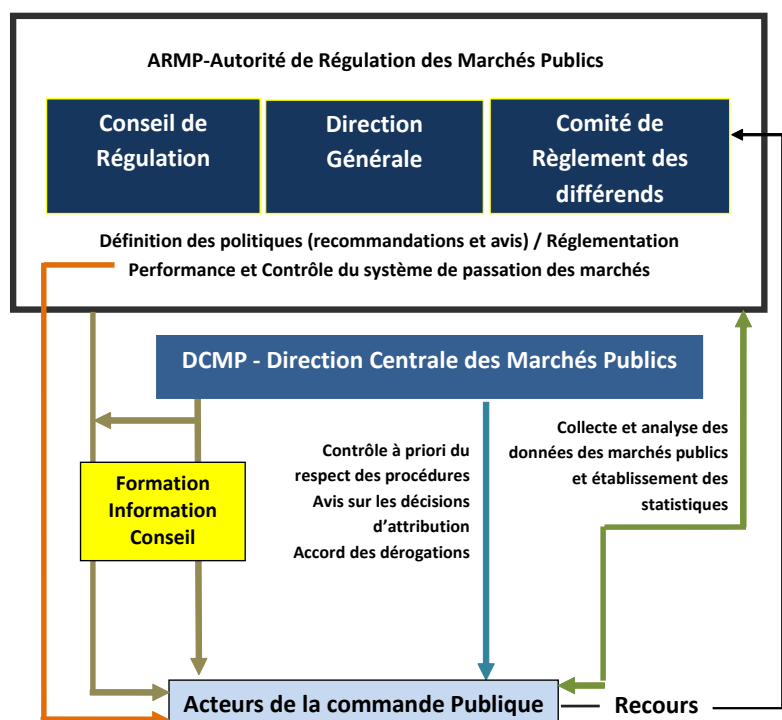
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



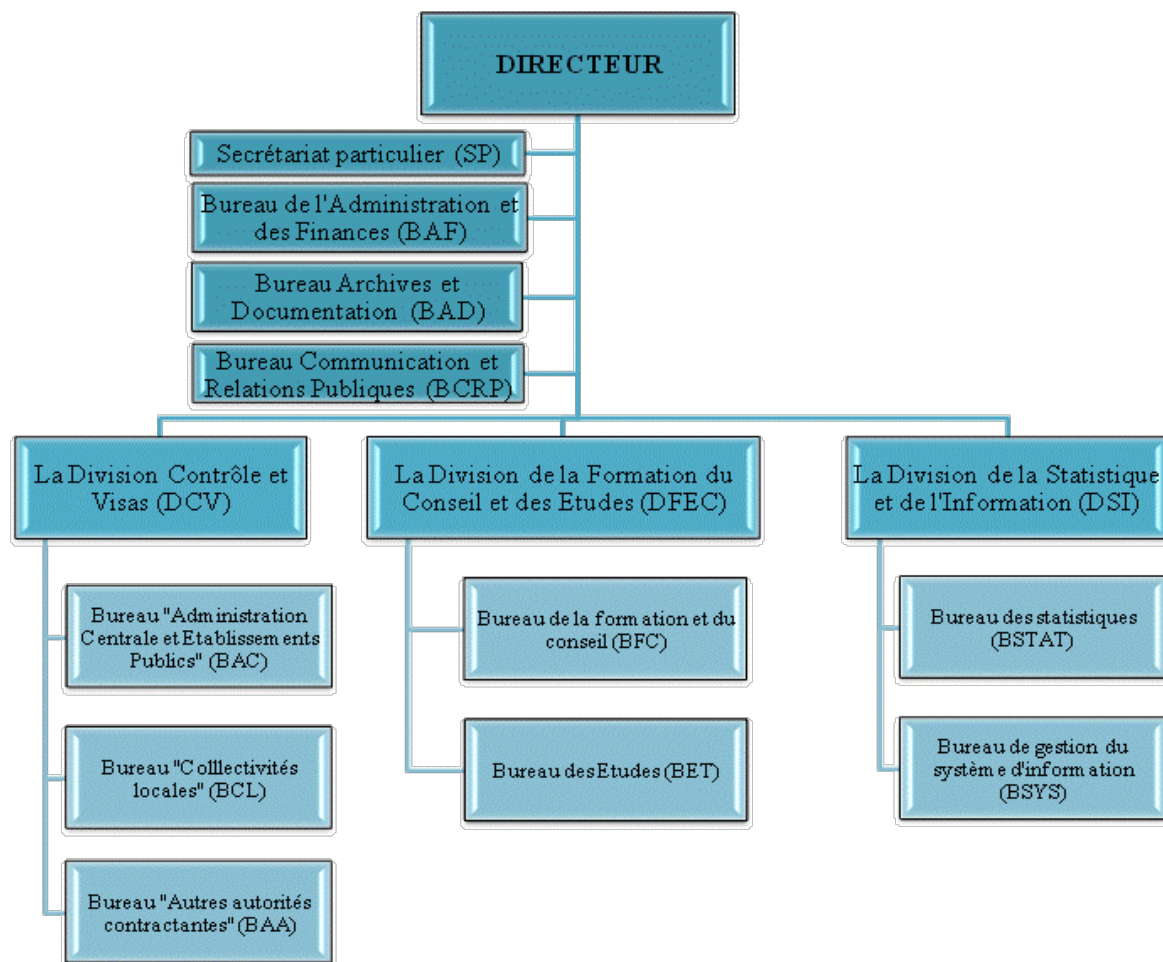
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est un établissement public à statut spécial créé par la loi n°2006-03 du 04 janvier 2006. Elle a pour missions :

- ✓ le financement du logement social, de la politique urbaine, des travaux d'équipement des collectivités locales et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)
- ✓ la gestion des dépôts et consignations
- ✓ l'amélioration de l'accès au financement
- ✓ la sécurité des fonds.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu la décision portant nomination des membres de la Commission des marchés de la Caisse des dépôts et de Consignations signée par le Secrétaire Général. Cette décision n'a été transmise que le 09 janvier 2013 à la DCMF et à l'ARMP contrairement à ce que stipule l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics, qui fixe la transmission des actes de nomination des membres de la commission au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Il en est de même des attestations de prises de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics qui n'ont été signées que le 30 janvier 2013.

La décision mettant en place la Commission des Marchés fait référence au décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui n'est plus en vigueur.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

Nous avons reçu la décision portant nomination des membres de la Cellule de passation des marchés de la Caisse des Dépôts et de Consignations.

La décision mettant en place la Cellule de Passation des Marchés fait référence au décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui n'est plus en vigueur.

Les attestations de prises de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics n'ont été signées que le 30 janvier 2013.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des marchés contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons reçu le plan de passation des marchés et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Nous avons reçu l'avis général de passation des marchés et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés de la Caisse de Dépôts et de Consignations est relativement correct.

3.1.7 Autres

La caisse des dépôts et de consignations ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

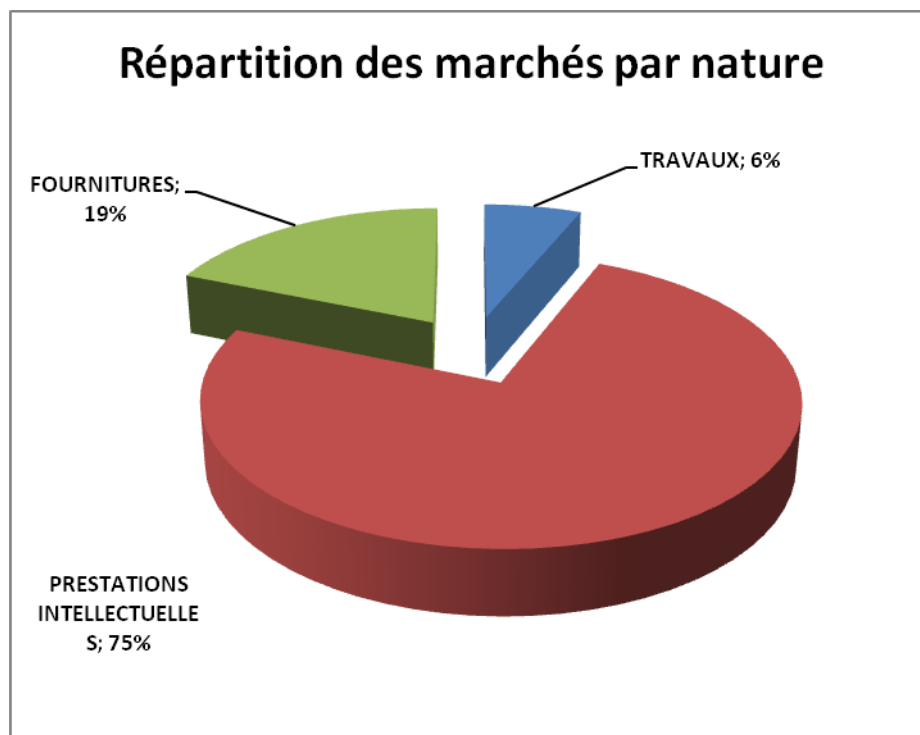
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Caisse de dépôt et de Consignation.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	35 512 217	1	35 512 217	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	0	0	0	0		
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	22	228 255 710	13	190 218 174	59%	83%
Avenant	2	582 208 792	2	582 208 792	100%	100%
Entente directe (ED)	0	0	0	0		
TOTAL	25	845 976 719	16	807 939 183	64%	96%

Remarques : nous avons relevé un (01) marché de prestations intellectuelles passés par la Caisse de dépôt et de Consignation. Ce marché n'atteignant pas le seuil des appels d'offres a été passé sous forme de demandes de renseignement et de prix.

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 19% de marchés de fournitures pour un montant de 32 625 505 FCFA
- 75% de marchés de services pour un montant de 750 553 809 FCFA
- 06% de marchés de travaux pour un montant de 24 759 869 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Non applicable

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Un seul marché « **assurance maladie et multi risque siège** » passé suivant le mode Appel d'Offres Ouvert en deux lots :

- ✓ Lot 1 : 34 310 147 FTTC attribué à PREVOYANCE ASSURANCE
- ✓ Lot 2 : 1 202 070 FTTC attribué à AXA ASSURANCE

- Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives concernant la passation de ce marché.
-

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Restreint ».

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Remarques : nous avons relevé un (01) marché de prestations intellectuelles passés par la Caisse des dépôts et des Consignations. Ce marché n'atteignant pas le seuil des appels d'offres a été passé sous forme de Demandes de Renseignement et de Prix.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé sur l'ensemble des DRP revues que :

- le modèle de dossier de Demande de Renseignements et de Prix fourni par la DCMP n'a pas été utilisé. De ce fait, les lettres d'invitation n'incluent pas les noms des candidats consultés, le formulaire de soumission, le projet de contrat, les instructions aux soumissionnaires etc ;
- Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP aux fins de statistique contrairement à ce que prévoit l'article 78 du Code des Marchés Publics ;

En ce qui concerne les DRP ci-dessous, nous avons relevé les constats suivants :

DRP : Travaux de reprise d'une partie du mur de clôture du terrain de Bambilor, attribué à l'Entreprise MULTI ACT SOULEYMANE BA pour un montant de 24 759 869 CFA TTC

- L'évaluation de la DRP ne porte que sur les offres financières des candidats. Aucune expérience ou référence n'a été exigée aux soumissionnaires pour valider leur capacité à réaliser le marché.

DRP : Assistance et maintenance du parc informatique, attribué à Thimtel pour un montant de 11 977 000 CFA TTC

- Les lettres d'invitation font mention d'offres techniques à soumettre par les candidats. Ce qui n'a pas été mis à notre disposition. Nous n'avons pas non plus obtenu le PV ou le rapport d'évaluation. Le PV d'ouverture des offres dans lequel l'attributaire a été indiqué ne considère que les offres financières.

DRP : Assistance et Maintenance des équipements et du réseau SAN et de la baie HP EVA 4400 pour la gestion 2013, attribué à SESAM Informatique pour un montant de 9 971 000 CFA TTC

- Nous n'avons pas obtenu le rapport d'évaluation des offres. Le PV d'ouverture ne fait mention que des offres financières sur la base de quoi le marché a été attribué.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par « Entente Directe ».

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures sur les Avenants. L'avis de non objection de la DCMF a toujours été obtenu.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Nous n'avons pas rencontré de marché passé en 2013 par la Caisse des dépôts et des Consignations et ayant fait l'objet d'un recours.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives concernant l'exécution financière des marchés revus.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Les marchés de la Caisse des dépôts et de Consignations n'ont pas fait l'objet d'un audit physique.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
Dispositif Organisationnel		
1	La décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés n'a été transmise que le 09 janvier 2013 à la DCMP et à l'ARMP	Nous recommandons à la CDC de transmettre les actes de nomination avant le 05 janvier conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.
2	La décision mettant en place la Commission des Marchés fait référence au décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui n'est plus en vigueur.	Nous recommandons à la CDC de prendre en compte le Code applicable dans les différents documents concernant les marchés publics.
3	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des Marchés.	Nous recommandons à la CDC de produire les rapports trimestriels et le rapport annuel comme stipulé à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics.
4	La Caisse des dépôts et des Consignations ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés.	Nous recommandons à la CDC de mettre en place un fichier de fournisseurs agréés comme indiqué dans la circulaire 0004 de 2009 pour la mise en œuvre des DRP.
DRP		
1	Le modèle de dossier de Demande de Renseignements et de prix fourni par la DCMP n'a pas été utilisé. De ce fait, les lettres d'invitation n'incluent pas, les noms des candidats consultés, le formulaire de soumission, le projet de contrat, les instructions aux soumissionnaires etc.	Nous recommandons à la CDC d'utiliser le modèle de DRP fourni par la DCMP.
2	Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP afin d'établir les statistiques nécessaires.	Nous recommandons à la CDC de transmettre à la DCMP toutes les DRP lancées comme stipulé par l'article 78 du CMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	<p>DRP : Travaux de reprise d'une partie du mur de cloture du terrain de Bambilor, attribué à l'Entreprise MULTI ACT SOULEYMANE BA pour un montant de 24 759 869CFA TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation de la DRP ne porte que sur les offres financières des candidats. Aucune expérience ou référence n'a été exigée aux soumissionnaires pour valider leur capacité à réaliser le marché. 	Nous recommandons à la CDC de s'assurer de la capacité technique des candidats avant d'attribuer les marchés.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

La Caisse des Dépôts et des Consignations n'avait pas fait l'objet de revue diligentée par l'ARMP.

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Appels d'offres restreints	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Le modèle de dossier de Demande de Renseignements et de Prix fourni par la DCMP n'a pas été utilisé. De ce fait, les lettres d'invitation n'incluent pas, les noms des candidats consultés, le formulaire de soumission, le projet de contrat, les instructions aux soumissionnaires	-	-	13	13	100%
Les DRP attribuées n'ont pas été transmises à la DCMP afin d'établir les statistiques nécessaires	-	-	13	13	100%
Insuffisance dans la détermination des critères d'évaluation des offres	-	-	1	1	8%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la CDC
Dispositif Organisationnel			
1	La décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés n'a été transmise que le 09 janvier 2013 à la DCMF et à l'ARMP	Nous recommandons à la CDC de transmettre les actes de nomination avant le 05 janvier conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.	<i>La CDC prend acte de la recommandation et confirme que des mesures avaient été prises pour la gestion 2015.</i>
2	La décision mettant en place la Commission des Marchés fait référence au décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics qui n'est plus en vigueur.	Nous recommandons à la CDC de prendre en compte le Code applicable dans les différents documents concernant les marchés publics.	<i>La CDC prend acte de la recommandation et confirme que des mesures avaient été prises pour les gestions 2015.</i>
3	Les rapports trimestriels et le rapport annuel n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des Marchés.	Nous recommandons à la CDC de produire les rapports trimestriels et le rapport annuel comme stipulé à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics.	<i>La CDC prend acte de la recommandation et confirme que des mesures avaient été prises pour les gestions 2014 et 2015.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la CDC
4	La Caisse des dépôts et des Consignations ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés.	Nous recommandons à la CDC de mettre en place un fichier de fournisseurs agréés comme indiqué dans la circulaire 0004 de 2009 pour la mise en œuvre des DRP.	<p><i>La circulaire 0004 de 2009 dispose :</i></p> <p><i>Les modalités de publicité pour la sélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.</i></p> <p><i>Toutefois, la mise en place d'un fichier de fournisseurs agréés qui est, au titre de la disposition ci-dessus une faculté et non une exigence, est en cours.</i></p>

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l’Autorité Contractante

Cf. Tableau des non conformités et recommandations